



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-45

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir à Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION ILE-
DE-FRANCE POUR LA REHABILITATION DE
L'AIRE DE JEUX DU PARC MAUNOURY**

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Ville du Raincy souhaite réhabiliter l'ensemble de l'aire de jeux du Parc Maunoury.

Les jeux envisagés seront adaptés aux 4-12 ans avec plusieurs agrès proposés par tranche d'âge. Soucieuse de l'impact écologique, la Ville fera le choix de se doter de jeux en matériaux recyclés, recyclables et/ou en économie circulaire

Le budget global prévu est de 180 000 euros HT. Dans le cadre des subventions Aire de Jeux/Equipements sportifs pour enfants développées par la région Ile-de-France, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention pour l'année 2025 auprès de la Présidente de la Région Ile-de France.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Budget communal,

CONSIDERANT l'avis de la commission Vie municipale en date du 18 juin 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre de la subvention Aire de jeux/équipements sportifs pour enfants de plein air de la Région Ile-de-France » pour l'année 2025.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

ARTICLE 3 : DE DIRE que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire

The image shows a blue ink signature of Jean-Michel Genestier. The signature is written over a circular official stamp of the 'MAIRIE DU RAUCOURT'. The stamp features a central coat of arms and the text 'MAIRIE DU RAUCOURT' around the top and 'RAUCOURT - 59123' around the bottom. There is also a horizontal line drawn across the signature.

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut acceptation implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-21930062-20250707-2025-06-43-01
Date de réception en préfecture : 07/07/2025